

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

ANNÉE 1926

THÈSE

N° 76

POUR

LE DOCTORAT VÉTÉRINAIRE

(DIPLOME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1926

Par Jules-Hippolyte DARRAS

Né à Paris le 21 février 1873

Arbitre expert près le Tribunal de Commerce de la Seine.

LA LOI DU 2 AOUT 1884

ET LE DROIT COMMUN

DANS LES

VENTES D'ANIMAUX DOMESTIQUES

JURY { *Président :* BALTHAZARD, Professeur à la Faculté de Médecine.
 { *Assesseurs :* ROBIN {
 PANISSET { Professeurs à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.

PARIS

VIGOT FRÈRES, ÉDITEURS

23, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 23

1926

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT VÉTÉRINAIRE

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

ANNÉE 1926

THÈSE

N° 76

POUR

LE DOCTORAT VÉTÉRINAIRE

(DIPLOME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1926

Par Jules Hippolyte DARRAS

Né à Paris le 21 février 1873

Arbitre expert près le Tribunal de Commerce de la Seine.

LA LOI DU 2 AOUT 1884

ET LE DROIT COMMUN

DANS LES

VENTES D'ANIMAUX DOMESTIQUES

JURY { Président : BALTHAZARD, Professeur à la Faculté de Médecine.
Assesseurs { ROBIN }
PANISSET } Professeurs à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.

PARIS

VIGOT FRÈRES, ÉDITEURS

23, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 23

1926

CORPS ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE D'ALFORT

Directeurs honoraires : MM. P.-J. CADIOT et H. VALLEE

Directeur : Professeur E. NICOLAS

Professeurs honoraires : MM. G. BARRIER, Inspecteur général honoraire
des Écoles vétérinaires, P.-J. CADIOT, A. RAILLIET, H. VALLEE

PROFESSEURS

	MM.
Anatomie descriptive des mammifères domestiques.	BOURDELLE
Physiologie, thérapeutique générale, matière médicale.	MAIGNON
Physique et chimie médicales, toxicologie, pharmacie	NICOLAS
Parasitologie et maladies parasitaires, clinique ; histoire naturelle médicale.	HENRY
Pathologie médicale des équidés et des carnassiers, clinique ; sémiologie et propédeutique ; jurisprudence.	ROBIN
Pathologie chirurgicale des équidés et des carnassiers, clinique ; anatomie chirurgicale, médecine opératoire et ferrure.	COQUOT
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire, clinique ; médecine opératoire, obstétrique	G. MOUSSU
Pathologie générale et microbiologie, maladies microbiennes et police sanitaire, clinique	PANISSET
Histologie et embryologie, anatomie pathologique, inspection des denrées alimentaires ; autopsies	G. PETIT
Hygiène et agronomie ; zootechnie et économie rurale	DECHAMBRE

CHEFS DE TRAVAUX

MM. DELMER

LEBLOIS

LESBOUYRIES

MM. MONVOISIN

R. MOUSSU

M. PETIT

J. VERGE



La Faculté de Médecine et l'École Vétérinaire déclarent que les opinions
émises dans les dissertations qui leur sont présentées, doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni
approbation, ni improbation.

A LA MÉMOIRE

DE MES PARENTS

A MA FEMME

A MA FILLE

A Monsieur le Président du Tribunal de Commerce
de la Seine.

A Monsieur le Président de la Compagnie des arbitres experts
près le Tribunal de Commerce de la Seine.

A M. BRUN

Président du Conseil d'Administration
des Messageries nationales.

A M. le Professeur BALTHAZARD

*Qui nous a fait le très grand
honneur d'accepter la Présidence
de notre thèse.*

A M. le Professeur ROBIN

A M. le Professeur PANISSET

LA LOI DU 2 AOUT 1884

ARTICLE PREMIER. — L'action en garantie dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques, sera régie, à défaut de conventions contraires, par les dispositions suivantes, sans préjudice des dommages et intérêts qui peuvent être dus, s'il y a dol.

ART. 2. — Sont réputés vices rédhibitoires et donneront seuls ouverture aux actions résultant des articles 1641 et suivants du Code civil, sans distinction des localités où les ventes et échanges auront lieu, les maladies ou défauts ci-après, savoir :

Pour le cheval, l'âne et le mulet : la morve, le farcin, l'immobilité, l'emphysème pulmonaire, le cornage chronique, le tic proprement dit avec ou sans usure des dents, les boiteries anciennes intermittentes, la fluxion périodique des yeux.

Pour l'espèce ovine : la clavelée; cette maladie, reconnue chez un seul animal, entraînera la rédhibition de tout le troupeau, s'il porte la marque du vendeur.

Pour l'espèce porcine : la ladrerie.

ART. 3. — L'action en réduction de prix, autorisée par l'article 1644 du Code civil, ne pourra être exercée dans les ventes et échanges d'animaux énoncés à l'article précédent lorsque le vendeur offrira de reprendre l'animal vendu, en restituant le prix et en remboursant à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente.

ART. 4. — Aucune action en garantie, même en réduction de prix, ne sera admise pour les ventes ou échanges d'animaux domestiques, si le prix, en cas de vente, ou la valeur, en cas d'échange, ne dépasse pas 100 francs.

ART. 5. — Le délai pour intenter l'action rédhibitoire sera de neuf

jours francs, non compris le jour fixé pour la livraison, excepté pour la fluxion périodique, pour laquelle ce délai sera de trente jours, non compris le jour fixé pour la livraison.

ART. 6. — Si la livraison de l'animal a été effectuée hors du lieu de domicile du vendeur, ou si, après la livraison et dans le délai ci-dessus, l'animal a été conduit hors du domicile du vendeur, le délai pour intenter l'action sera augmenté à raison de la distance, suivant les règles de la procédure civile.

ART. 7. — Quel que soit le délai pour intenter l'action, l'acheteur, à peine d'être non-recevable, devra provoquer dans les délais de l'article 5, la nomination d'experts chargés de dresser procès-verbal; la requête sera présentée verbalement ou par écrit au juge de paix du lieu où se trouve l'animal; ce juge constatera dans son ordonnance la date de la requête et nommera immédiatement un ou trois experts qui devront opérer dans le plus bref délai.

Ces experts vérifieront l'état de l'animal, recueilleront les renseignements utiles, donneront leur avis, et, à la fin de leur procès-verbal, affirmeront par serment la sincérité de leurs opérations.

ART. 8. — Le vendeur sera appelé à l'expertise, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le juge de paix, à raison de l'urgence ou de l'éloignement.

La citation à l'expertise devra être donnée au vendeur dans les délais déterminés par les articles 5 et 6; elle énoncera qu'il sera procédé même en son absence.

Si le vendeur a été appelé à l'expertise, la demande pourra être signifiée dans les trois jours, à compter de la clôture du procès-verbal dont copie sera signifiée en tête de l'exploit.

Si le vendeur n'a pas été appelé à l'expertise, la demande devra être faite dans les délais fixés par les articles 5 et 6.

ART. 9. — La demande est portée devant les tribunaux compétents suivant les règles ordinaires du droit.

Elle est dispensée de tout préliminaire de conciliation et, devant les tribunaux civils, est instruite et jugée comme affaire sommaire.

ART. 10. — Si l'animal vient à périr, le vendeur ne sera pas tenu de

la garantie, à moins que l'acheteur n'ait intenté une action régulière dans le délai légal et ne prouve que la perte de l'animal provient de l'une des maladies spécifiées dans l'article 2.

ART. 11. — Le vendeur sera dispensé de la garantie résultant de la morve et du farcin pour le cheval, l'âne et le mulet, et de la clavelée pour l'espèce ovine, s'il prouve que l'animal, depuis la livraison, a été mis en contact avec des animaux atteints de ces maladies.

ART. 12. Sont abrogés tous règlements imposant une garantie exceptionnelle aux vendeurs d'animaux destinés à la boucherie.

Sont également abrogées, la loi du 20 mai 1838 et toutes les dispositions contraires à la présente loi.

LOI DU 31 JUILLET 1895
modifiant la loi du 2 août 1884.

ART. 2. — Sont réputés vices rédhibitoires... :

Pour le cheval, l'âne et le mulet : l'immobilité, l'emphysème pulmonaire, le cornage chronique, le tic proprement dit avec ou sans usure des dents, les boiteries intermittentes, la fluxion périodique des yeux.

Pour l'espèce porcine : la ladrerie.

L'article 11 est abrogé implicitement par la suppression de la nomenclature des vices rédhibitoires de la morve, du farcin et de la clavelée.

LOI DU 23 FÉVRIER 1905
modifiant l'article 2 de la loi du 2 août 1884.

ART. 2. — Sont réputés vices rhédibitoires... :

Pour le cheval, l'âne et le mulet : l'immobilité, l'emphysème pulmonaire, le cornage chronique, le tic proprement dit avec ou sans

usure des dents, les boiteries *anciennes* intermittentes, la fluxion périodique des yeux.

Pour l'espèce porcine : la ladrerie.

LOI DU 24 FÉVRIER 1914

ARTICLE UNIQUE

Est et demeure abrogé l'article 6 de la loi du 2 août 1884 relatif à l'augmentation des délais de garantie à raison des distances auxquelles a pu être conduit un animal en dehors du lieu du domicile du vendeur.

LA LOI DU 2 AOÛT 1884-ET LE DROIT COMMUN

DANS LES

VENTES D'ANIMAUX DOMESTIQUES

AVANT-PROPOS

La loi du 2 août 1884 régit les transactions commerciales dont certaines espèces d'animaux domestiques et principalement le cheval sont l'objet.

Bientôt centenaire, puisqu'elle reproduit presque exactement, dans son esprit et dans sa forme, la loi du 20 mai 1838 elle ne répond plus aux besoins économiques actuels.

Elle interprète mal les données scientifiques de l'art vétérinaire.

Elle n'est pas équitable.

Elle doit être abrogée.

Nous sommes d'avis, et c'est l'objet de cette thèse, que le Droit actuel doit être révisé et la loi du 2 août 1884 sur les vices rédhibitoires, remplacée par le Droit commun.

Nôtre discussion sera subordonnée au plan ci-dessous :

- 1^o Historique de la loi ;
- 2^o La loi du 2 août 1884 ;
- 3^o Vices rédhibitoires. Motifs de leur suppression ;
- 4^o Décisions judiciaires non conformes à la loi ;
- 5^o Le Droit Commun.

Son application générale aux tractations dont les animaux sans exception sont l'objet.

HISTORIQUE DE LA LOI

Avant la promulgation du Code civil, les usages locaux étaient les seules règles applicables en matière de vente et d'échanges d'animaux domestiques.

Chaque province ayant une coutume spéciale, en fait de garantie et de vices rédhibitoires, il en résultait, entre les jurisprudences locales, une diversité déplorable qui se manifestait, non seulement dans la nomenclature des maladies et des vices, mais aussi dans le délai de la garantie.

Ainsi dans le Cambrésis et le Languedoc, la morve et la pousse étaient les seuls défauts rédhibitoires pour le cheval, l'âne et le mulet ; dans l'Ile de France, on admettait de plus l'immobilité, la claudication de vieux mal, le tic sans usure des dents ; en Normandie, où l'immobilité n'était pas reconnue, on ajoutait la courbature, et, à Douai, l'habitude de mordre.

Relativement aux délais de garantie, même confusion. Pour l'espèce chevaline Paris avait neuf jours, qui s'élevaient à quinze en Bretagne, à trente en Normandie, à quarante en Flandre, Cambrésis et Languedoc.

Ces usages divers, incohérents, ces coutumes locales, apportaient de nombreuses perturbations dans le commerce qu'ils avaient pour but de réglementer.

Le Code civil les supprima.

Il ne parvint cependant pas à régir de manière satisfaisante le commerce des animaux. « Il substitua le vague et l'incertain à un état de choses qui, s'il ne valait guère mieux, reposait au moins sur des données connues. »

Dès 1834 le Gouvernement Français s'occupa de remédier par une loi à ces inconvénients.

La discussion qui s'engagea alors à la tribune de la Chambre des Pairs et à celle de la Chambre des Députés, pour aboutir à la promulgation de la loi du 20 mai 1838, mérite d'être rappelée.

Le projet de loi, disait le ministre des Travaux publics, le 15 janvier 1838, à la Chambre des Pairs, a pour objet « d'établir une législation uniforme, d'énumérer les vices cachés à l'égard desquels l'acheteur doit être garanti par le vendeur et de fixer les délais dans lesquels cet acheteur peut exercer son action.

« On comprend la nécessité d'une nomenclature. Sans elle, les experts eussent été appelés, non seulement à constater l'existence des vices allégués, mais encore à décider si les tribunaux devaient les considérer comme rédhibitoires ; les experts seraient ainsi devenus appréciateurs de la question de droit, que les juges seuls doivent résoudre. »

M. le Général, marquis de la Place, ajoutait, à la même tribune :

« Dans l'esprit de l'article 1641, l'expertise devait porter sur deux points :

1^o La nature de la maladie dont l'animal est atteint et qui le déprécie ;

2^o La question de savoir si cette maladie pouvait être cachée au moment de la vente.

Or, ce serait faire à la fois décider par elle, la question de fait et celle de droit.

En limitant le nombre des cas qui donneront ouverture à une action en résolution de la vente, en les designant parmi les maladies que l'on remarque le plus communément chez les animaux d'un usage ordinaire, en réduisant ainsi la question litigieuse à la simple connaissance d'un fait, vous

laisserez moins de prise à l'arbitraire des décisions souvent conjecturales de la science vétérinaire. »

Cet honorable Pair de France n'accordait qu'un crédit limité à la science vétérinaire.

Même réserve chez ce député rapporteur, M. Lherbette :

« Les tribunaux n'auront plus, pour admettre ou pour régler une action en rédhhibition, à examiner l'apparence, la gravité, l'incurabilité, la fréquence, l'incubation, les effets du vice allégué... questions délicates.

« Ce vice est-il, oui ou non, compris dans la nomenclature de la loi?

« L'action a-t-elle été intentée, oui ou non, dans les délais légaux?

« Voici les seules questions, questions simples, qu'ils auront à résoudre.

« Restreindre d'un côté le pouvoir discrétionnaire des tribunaux et de l'autre les rendre plus indépendants des experts, auxquels leurs relations de clientèle ne permettent pas toujours de se montrer impartiaux; faire que les vétérinaires n'aient plus qu'à constater le vice et les tribunaux à annuler ou à maintenir la vente selon qu'il sera ou non dans la nomenclature des vices rédhibitoires, tels seront les effets d'une nomenclature. »

La relation de ces quelques éléments de discussion suffit pour montrer que le législateur de 1838 a voulu :

1^o Diminuer le nombre des litiges;

2^o Restreindre le plus possible le rôle de l'expert.

Le premier résultat a été obtenu en limitant le nombre des vices rédhibitoires et celui des espèces animales énumérées;

Le second, en retirant à l'expert le pouvoir de rechercher si la maladie ou le vice étaient antérieurs à la vente.

Du fait qu'il figurait dans la nomenclature, le vice reconnu était présumé caché légalement. Tout autre était apparent.

Et l'on aperçoit aussitôt la double injustice qui en résultait.

Seuls étaient garantis les vices ou maladies énumérés dans la nomenclature et les espèces animales visées par la loi.

Ces vices ou maladies étant présumés cachés au moment de la vente, ceux qui pouvaient apparaître ultérieurement à cette vente et dans les délais légaux, devenaient de droit rédhibitoires.

Cependant, et pour cause, la loi du 20 mai 1838 qui, au dire du sénateur Demôle, était « une des mieux faites de la monarchie de Juillet », fut l'objet d'appréciations moins flatteuses :

De vices protestations s'élevèrent... Conseils généraux, éleveurs, marchands firent chorus.

Le Gouvernement Impérial s'en inquiéta. Il fit des enquêtes, recueillit des avis...

Au mois de mars 1858, le Code rural était sérieusement élaboré.

Rouher, alors ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, demanda à la Société impériale et centrale de médecine vétérinaire « s'il ne conviendrait pas de profiter de l'occasion, pour faire subir à la loi du 20 mai 1838 les modifications que l'expérience aurait pu faire juger nécessaires ou tout au moins utiles » et il priait la Société de continuer et de terminer l'examen de ces modifications qu'elle avait déjà commencé.

Ce fut, de la part de cette savante compagnie, l'objet d'une longue discussion.

Au mois de janvier 1868, le Conseil d'État achevait le projet d'élaboration du Code rural. Le gouvernement consulta de nouveau la Société centrale, et les changements à apporter à la loi de 1838 donnèrent lieu, pour la seconde fois, à une brillante discussion, résumée dans un remarquable rapport de Bouley.

Le Corps législatif était prêt à discuter la loi, à la veille des événements de 1870...

C'est en 1876 seulement que le projet de Code rural put être porté devant le Sénat. Le huitième chapitre, consacré à la loi qui nous occupe, fut adopté vers la fin de la session de 1881, puis déposé sur le bureau de la Chambre des députés.

L'abrogation de la loi de 1838 fut enfin acquise le 2 août 1884, date de la promulgation de la loi nouvelle, objet de notre étude.

La loi de 1884 constituait une amélioration sensible de la précédente.

Elle se référait aux articles 1641 et suivants du Code civil, alors que celle de 1838 se référait seulement à l'article 1641, ce qui constituait un premier glissement vers le Droit commun.

Mais elle maintenait une nomenclature plus réduite des vices rédhibitoires, où l'épilepsie, les maladies anciennes de poitrine, les hernies inguinales intermittentes étaient supprimées.

Elle substituait à la pousse, l'emphysème pulmonaire, au tic sans usure des dents, le tic avec ou sans usure des dents.

Elle abrogeait tous règlements imposant une garantie exceptionnelle aux vendeurs d'animaux destinés à la boucherie ; reconnaissait comme rédhibitoires la clavelée pour l'espèce ovine et la ladrerie pour l'espèce porcine.

La loi de 1884 adoptait pleinement, en l'exagérant même, le système simpliste de 1838 consistant à supprimer des vices rédhibitoires pour diminuer le nombre des litiges, et à considérer comme légalement cachés lors de la vente, les vices rédhibitoires reconnus à l'expertise, afin que celle-ci n'eût pas à connaître de la question de fond.

Les mêmes erreurs, se reproduisant à cinquante années de distance, devaient entraîner les mêmes mécontentements.

Mais ceux-ci se traduisirent par des faits qui déterminèrent de notables variations dans l'application de la loi.

Modifiée une première fois dans sa nomenclature par la loi du 31 juillet 1895, elle le fut, une seconde fois, dans son texte, par la loi du 24 février 1914 qui supprime les délais de distance.

Elle l'avait été également par celle du 23 février 1905.

Une nombreuse jurisprudence s'est enfin établie, qui a enlevé toute autorité à la loi du 2 août 1884.

LOI DU 2 AOÛT 1884

Nous avons vu qu'elle se rapportait aux articles 1641 et suivants du Code-civil.

Ces articles affirment un principe absolu et général de justice universelle.

Or, la loi de 1884, limitative quant aux vices et animaux énumérés, en restreint les bienfaits.

Elle les accorde aux uns et les refuse aux autres.

Elle est donc injuste.

*
* *

Alors, pourquoi maintenir en vigueur une loi, dont les raisons d'être, déjà discutables lors de sa promulgation, sont devenues, avec le temps, de plus en plus douteuses?

Parce qu'elle diminue le nombre des procès?

Mais les contestations relatives aux ventes d'animaux domestiques sont infiniment plus rares qu'autrefois.

Parce que l'expertise, s'appuyant sur les données de la science vétérinaire, n'offre pas les garanties désirables?

Mais la science vétérinaire, sous l'impulsion de ses nombreux savants, s'est libérée d'une suspicion qui a cessé d'être légitime. Sa collaboration éclairée est acquise à l'autorité judiciaire, qui l'accepte sans réserve.

*
* *

La loi du 2 août 1884 vise surtout les transactions dont le cheval est l'objet.

Seul, aujourd'hui, l'acheteur d'un cheval se voit refuser le bénéfice du droit commun.

Est-il trompé, volontairement, par un vendeur indélicat ? Il ne peut pas toujours, même s'il en administre la preuve, obtenir réparation.

Plus d'une fois, au cours d'une carrière déjà longue d'arbitre expert près le Tribunal de commerce de la Seine, il nous a fallu conclure, dans nos rapports, à l'application de la loi, en contradiction avec les règles élémentaires de la probité et de l'équité commerciales.

*
*
*

Dans toutes tractations, quelle que soit la nature des marchandises qui en font l'objet, acheteur et vendeur doivent recevoir l'équivalent de ce qu'ils donnent. C'est la base de tout commerce honnête.

Aussi, est-il paradoxal de constater que la loi de 1884 permet de vendre une marchandise avariée au prix de la bonne qualité.

Ce qui est le cas du cheval atteint d'un vice caché non rédhibitoire. La loi refuse à l'acheteur (au bénéfice du vendeur, même de mauvaise foi), la réparation du préjudice qui en résulte.

La destination naturelle du cheval est le travail.

Sa valeur doit être fonction de sa capacité de rendement.

Sans doute, un animal net, sans vice comme sans maladie, peut, de par son tempérament, sa constitution, n'être pas toujours un bon travailleur. C'est un risque qu'assume tout acheteur de bêtes de service, risque qui ne peut être garanti sous peine de rendre impossible le commerce des animaux vivants. Mais, souventes fois, ce sont des tares, des maladies qui nuisent à la bonne utilisation et qui, le plus souvent, ne sont pas rédhibitoires.

*
* *

L'énergie avec laquelle les partisans de la loi de 1884 la défendent, est digne d'être signalée.

A propos de la fluxion périodique, nous avons recueilli ces appréciations éminemment suggestives d'un vétérinaire réputé à juste titre comme juriste, Gallier, grand défenseur de la loi de 1884.

« Rapporter à la fluxion périodique toutes les lésions internes de l'œil, irido-choroïdites, irido-cyclites, synéchies postérieures, opacités cristalliniennes, c'était rendre rédhitoires toutes les affections des yeux, étendre considérablement la garantie due légalement par le vendeur et, par conséquent, blesser les intérêts de ce dernier en favorisant injustement ceux de l'acheteur. »

Et quelques lignes plus loin :

« Cependant il est certain que les irido-cyclites sont des vices cachés qu'il est impossible, à moins qu'il y ait une cataracte complète ou presque complète, de reconnaître dans les conditions habituelles de la pratique et qu'ils présentent bien tous les caractères des vices rédhitoires. »

Voilà ce que les plus érudits écrivent quand ils veulent soutenir une mauvaise cause.

En quoi serait-ce favoriser injustement l'acheteur que de lui garantir toute affection oculaire susceptible d'apporter des troubles graves?

Ce sont ces troubles visuels qui, parfois, rendent le cheval ombrageux, difficile. Ils ont bien leur importance.

*
* *

Il semble que le législateur et, avec lui, les partisans de la loi de 1884, n'aient pas compris ce que signifiait, commercialement parlant, le mot garantie.

Pour nous, il est synonyme de qualité et, en conséquence, de valeur.

Ne pas garantir un vice, une tare, une maladie cachés, c'est dire qu'ils ne déprécient pas. C'est un non sens et une injustice.

La loi de 1884 s'occupe peu d'ailleurs de la relation normale qui doit exister nécessairement entre le prix de vente et la valeur réelle des animaux.

Elle suit, ici encore, la pensée du législateur de 1838 qui interdisait l'action en réduction de prix, de crainte que les intérêts du vendeur ne fussent lésés par l'acheteur de mauvaise foi.

Si elle l'autorise, c'est sous une forme conditionnelle, quand le vendeur n'offre pas de reprendre l'animal vendu et de restituer à l'acheteur le prix et les frais occasionnés par la vente.

Il semble que cette action estimatoire soit considérée comme secondaire et négligeable.

Et de fait, elle n'est pas entrée dans la pratique. En général, l'expert conclut à la résiliation de la vente, parfois pour des vices qui ne gênent en rien les animaux, alors qu'une diminution de prix serait plus équitable, plus conforme aussi aux véritables intérêts des parties.

C'est une conséquence du peu de crédit que la loi a accordé à l'expertise.

La loi sur les vices rédhibitoires ne connaît qu'un acheteur.

En matière de chevaux principalement, il en existe cependant plusieurs.

Il y a celui qui achète pour revendre : le marchand.

Il y a celui qui, pour les revendre, n'achète que les ani-

maux tarés, atteints de vices cachés non rédhibitoires : le maquignon.

Enfin il y a le simple acheteur, client ou victime du premier ou du second.

La loi de 1884 ne distingue pas entre eux. Ce qui n'est pas équitable. Puisqu'elle autorise la vente ferme d'animaux, atteints de vices cachés qu'elle se refuse de garantir et que les professionnels seuls sont capables de reconnaître.

* * *

Au dire de ses partisans, la loi de 1884 a le grand mérite de faciliter les transactions. Nous savons comment : en diminuant le nombre des vices rédhibitoires et celui des espèces animales susceptibles d'en être atteintes.

« Nous estimons, disait le rapporteur de la Commission au Sénat, que la réduction du nombre des vices rédhibitoires diminuera de beaucoup le nombre des procès. »
Evidemment.

Pourquoi cette limitation?

Parce que les vices cachés sont trop nombreux?

Il semble qu'il eût été alors plus simple de les supprimer tous. Car ce n'est pas une raison valable que d'ignorer légalement des maladies ou vices cachés, sous prétexte qu'ils sont trop !

Ils n'en sont pas moins préjudiciables aux acheteurs.

Et ne pouvoir rendre à ces derniers la justice qu'ils sont en droit de réclamer, est pénible, quand c'est le fait d'une mauvaise loi.

Le législateur actuel a des vues plus larges. Il ne s'embarasse pas de cas particuliers qui le gênent. Il veut servir l'intérêt général. Il veut la justice pour tous. Si elle s'égare parfois au profit de quelques malins, la masse qui, seule l'intéresse, n'en souffre pas.

Ainsi la loi sur les accidents du travail.

Le médecin expert à qui incombe la mission de reconnaître une blessure, une lésion, et de dire si elle provient d'un accident du travail, est parfois aussi embarrassé que l'expert vétérinaire devant un vice caché.

Un cas de tétanos éclate. L'ouvrier a des plaies aux mains. Il n'a pas cru devoir les déclarer à son employeur. Le tétanos est-il accident du travail?

Voici, sur une jambe, une contusion sans importance. Mais le membre est variqueux; un ulcère s'établit qui, pour le moins, entraîne une longue indisponibilité. Est-ce un accident du travail?

Chaque jour, nos collègues en médecine humaine ont à résoudre semblables problèmes, nombreux, délicats, aux conséquences pécuniaires importantes, que le législateur n'a cependant pas exclus du bénéfice de la loi, sous prétexte qu'ils étaient difficiles.

Il n'a pas dit aux tribunaux : vous ne pourrez juger; aux médecins : vous ne pourrez établir scientifiquement les preuves de l'accident; vos relations de clientèle gêneront votre impartialité; aux travailleurs : vous ne pouvez être garantis de tous les maux, ils sont trop !

Il a proclamé, au contraire : tout accident du travail entraînera une juste indemnité pour la victime. Magistrats et médecins l'évalueront selon leur conscience.

Si cette loi humanitaire est parfois exploitée par quelques individus peu scrupuleux, en revanche, et en tous les cas, le travailleur, victime de son travail, est indemnisé.

Les législateurs de 1838 et 1884 auraient dû faire de même envers la masse des acheteurs d'animaux.

Si le droit commun oblige le vendeur à garantie, pourquoi martyriser ces excellents articles 1641 et suivants, soutiens de notre jurisprudence; pourquoi diminuer et affaiblir cette garantie légitimement due?

Au lieu de réduire le pouvoir discrétionnaire des tribunaux et de restreindre l'autorité de la science vétérinaire et de ses experts, mieux valait leur faire confiance. La justice y aurait gagné.

* *

On ne manquera pas de nous faire observer que, sous le régime de la loi de 1884, l'acheteur n'est pas aussi désarmé que nous le prétendons. Il a toujours le droit de se garantir par des conventions particulières et d'invoquer le dol si son vendeur est de mauvaise foi.

C'est exact. Mais l'acheteur, en général, ignore tout cela. Il sait vaguement qu'il existe une loi sur les vices rédhibitoires; qu'elle lui donne droit à une garantie de neuf jours, et c'est tout. Il ne pense pas à établir de conventions spéciales avec son vendeur, qu'il suppose de bonne foi comme lui-même. S'il s'aperçoit d'un vice, n'entraînant pas la résiliation de la vente, il échange l'animal en subissant une perte ou s'en débarrasse comme il peut. De toute façon, la bête vicieuse passe en d'autres mains et fait de nouvelles dupes.

* *

D'autres agissements regrettables sont favorisés par la loi de 1884.

Sa conséquence la plus directe a été l'éclosion de ce commerce malsain d'animaux malades ou vicieux, auxquels la garantie légale n'est pas applicable.

Il y en a d'autres, aussi fâcheuses.

Le marchand de chevaux est obligé, pour son commerce, d'acheter de nombreux animaux. Pressé par le concurrent, il lui faut faire vite, lors de l'achat. Et faire vite ne signifie pas toujours faire bien. A la livraison, quand il examine plus tranquillement les bêtes achetées, il lui arrive de s'aperce-

voir qu'il a payé trop cher. Que fait-il alors ? Il appelle à son secours la loi sur les vices rédhibitoires. Le cheval boite légèrement... sûrement la boiterie est intermittente ; sa respiration est bruyante, c'est du cornage chronique ; il tousse, les mouvements du flanc sont accélérés, c'est de l'emphyse pulmonaire. Bien vite une assignation : ça ne coûte pas cher. Le vendeur, le paysan souvent, s'émeut, s'effraye des conséquences d'un procès, recule devant la perte de temps et les frais de déplacement ; il transige. Le tour est joué. Une fois de plus, la loi de 1884 a favorisé l'illégalité.

. . .

La méchanceté n'a pas été admise par le législateur comme vice rédhibitoire. Si l'on pouvait connaître le nombre des victimes de cette omission volontaire, on serait tristement impressionné !

Nous avons peine à imaginer, de nos jours, où le respect et la protection de la vie humaine sont sacrés, qu'il se soit trouvé des hommes de gouvernement pour fouler ainsi aux pieds les règles les plus élémentaires d'humanité, au profit de conceptions commerciales regrettables.

« Et si l'intérêt de l'acheteur s'en mêlait, disait le rapporteur Labiche, si, pour un motif quelconque, il ne trouvait à vendre qu'à perte l'animal qu'il avait acheté pour revendre à bénéfice... à défaut de vice rédhibitoire physique, il lui serait toujours facile d'alléguer la méchanceté. »

Comme si la méchanceté, caractérisée par l'habitude de frapper et de mordre, était si difficile à vérifier !

Il était préférable de laisser passer de mains en mains une bête vicieuse, jusqu'à production des pires accidents ! Tant pis pour les victimes, l'intérêt du vendeur était garanti et c'était l'essentiel !

*
* *

Nous n'insisterons pas davantage sur les inconvénients multiples de la loi de 1884.

Ses partisans les excusent, en considération de l'avantage qu'elle présente, à leurs yeux, de limiter le nombre des litiges.

Nous estimons que simplifier n'est pas résoudre.

Une loi qui traite de la garantie dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques, doit la distribuer largement à tous, et non à quelques privilégiés.

VICES RÉDHIBITOIRES ET MOTIFS DE LEUR SUPPRESSION

Tout a été dit à leur sujet.

Nous nous contenterons d'observer :

1^o Qu'il est souvent très difficile de démontrer leur existence ;

2^o Que leur gravité est souvent moindre que celle d'autres vices similaires, non rédhibitoires.

I

Le législateur de 1884 a cru, de bonne foi, faciliter la tâche de l'expert en réduisant à l'extrême le nombre des vices rédhibitoires, en les choisissant parmi les plus communs et les plus facilement reconnaissables.

« Il suffit à l'expert qui connaît son métier, d'avoir des yeux et des oreilles et de bien vouloir s'en servir. Rien n'est facile comme de reconnaître l'emphysème pulmonaire », affirmait le rapporteur.

Il démontrait bien mieux, à son insu, l'ignorance manifeste des choses de la clinique vétérinaire, chez les auteurs de la loi, que la prétendue simplicité apportée par eux à la recherche du vice... !

Quel que soit le défaut caché, il est toujours difficile à mettre en évidence, s'il se traduit par des manifestations vagues et incertaines, comme c'est généralement le cas en matière de procès.

Prenons en exemple le premier vice inscrit à la nomenclature, l'immobilité.

Le législateur a pris soin de le définir « une sorte d'engourdissement de la volonté et de l'action... l'animal est presque dans l'impossibilité de reculer. »

Or, le syndrome Immobilité, généralement provoqué par une lésion cérébrale à évolution lente, ne donne lieu à contestations que lorsqu'il se présente sous une forme atténuée. Le cheval nettement immobile n'est pas vendable.

Ce sont donc des symptômes légers, subtils, mal définis, que l'expert doit constater, puis comparer et assimiler à d'autres, plus vagues encore, qui définissent le vice.

Sa mission sera-t-elle aussi simple que le voulait le législateur quand, dans sa recherche délicate des symptômes abstraits caractéristiques du vice, il entendra des vétérinaires, aussi instruits que lui et d'égale bonne foi, les reconnaître et les nier contradictoirement?

Telle est cependant la situation habituelle de l'expert, en matière de vices rédhibitoires. Il lui faut toujours choisir entre deux thèses également soutenables et aussi bien défendues, quand le vice qu'il s'agit de mettre en évidence ne se présente pas avec des formes classiques ou que son existence même n'est pas certaine.

Cette difficulté, source d'erreurs nombreuses, est un des graves défauts de la loi de 1884. Car plus le vice rédhibitoire est difficile à reconnaître, plus est douteuse son existence et, du même coup, le préjudice qu'il est susceptible d'occasionner.

Or, la loi n'est appelée à jouer que dans ces cas délicats.

Et la vente d'animaux peut être résolue au profit d'acheteurs de mauvaise foi pour des vices incertains qui ne nuisent pas à l'utilisation et ne diminuent pas la valeur.

Le professionnel n'ignore pas cette difficulté inhérente à la recherche du vice rédhibitoire. Il s'en sert au besoin pour

tenter d'obtenir, grâce à elle, la résiliation de la vente d'animaux indésirables.

C'est un jeu regrettable que permet et favorise en pratique l'application de la loi sur les vices rédhibitoires.

II

La gravité des vices rédhibitoires est souvent moindre que celle d'autres vices cachés, présentant avec eux certaine analogie, et cependant non rédhibitoires.

C'est ainsi qu'à côté de l'emphysème pulmonaire, nous trouvons la bronchite et la pneumonie chroniques, les affections cardiaques, qui présentent une symptomatologie voisine. Rien que non garanties, elles sont, en général, plus dangereuses que l'emphysème. Une pointe de ce dernier, ne nuisant pas à l'utilisation, suffit cependant pour résoudre la vente, alors que celle d'un cardiaque, pratiquement inutilisable, ne sera susceptible d'aucun recours.

De même pour le cheval méchant. La rétivité peut être, tout comme l'immobilité, d'origine cérébrale. Les méfaits de la première sont souvent bien plus grands que ceux de la seconde, seule rédhibitoire cependant.

Toutes les affections qui provoquent le « cornage chronique » sont garanties par la loi. Celles qui peuvent exister sans lui : tumeurs ou déformation interne des cavités nasales, déformations ou tumeurs de la trachée, laryngite chronique, etc., ne le sont pas.

Il y a cependant une difficulté parfois très grande à reconnaître le bruit du cornage chronique, ce sifflement impossible à bien définir, que les épreuves les plus sévères et les plus anormales ne parviennent pas toujours à mettre en évidence. L'expert qui croira l'entendre s'ajouter aux bruits normaux de la respiration, annulera la vente, même s'il ne

gêne en rien ou presque, au bon rendement de l'animal.

Le tic est un syndrome grave puisqu'il se traduit par une déglutition d'air qui provoque le météorisme et les affections chroniques de l'appareil digestif. Mais ces mêmes maladies, quand elles relèvent de toute autre étiologie, ne sont l'objet d'aucune garantie.

La boiterie intermittente « ancienne » est seule rédhibitoire. Il suffit qu'elle soit constatée dans les neuf jours qui suivent la livraison pour qu'il y ait présomption légale de son existence au moment du contrat.

Mais alors toute lésion chronique du membre boiteux, susceptible de la provoquer ou de l'expliquer, devient rédhibitoire bien qu'apparente.

Henri Bouley disait « qu'il y avait lieu de considérer la boiterie intermittente comme rédhibitoire toutes les fois qu'elle ne pouvait être attribuée à un mal récent, quelles que soient les maladies chroniques apparentes dont le membre boiteux puisse être affecté. »

Et le tribunal de commerce de Cette, dans un jugement du 7 mai 1878, confirmé par la cour d'appel de Montpellier, prononçait la résiliation de la vente d'un cheval atteint de boiterie intermittente occasionnée par un éparvin calleux.

Cette doctrine était conforme à la loi de 1838.

Elle est en contradiction avec celle de 1884.

Nous verrons que la Cour de cassation n'a pas voulu reconnaître le caractère légalement caché du vice rédhibitoire, qu'un vice apparent ne peut être rédhibitoire. Il en résulte que la boiterie ancienne intermittente, inscrite au nombre des vices rédhibitoires, n'est cependant pas toujours garantie par la loi.

Elle ne peut être considérée comme rédhibitoire qu'en l'absence de maladie chronique apparente susceptible de la provoquer; à moins que sa cause déterminante ne soit notoirement indépendante de cette maladie, comme il peut

arriver, par exemple, dans le cas de thromboses artérielles.

Sans doute, en l'absence de toute boiterie, l'acheteur peut croire que la tare qu'il constate ne nuira pas à la bonne utilisation. C'est un risque qu'il court et qu'il assure d'ailleurs en payant moins cher. La loi de 1884 ne peut le lui garantir.

Autrement un suros, une forme, un éparvin, un vessigon, etc., susceptible de provoquer une claudication intermittente, sera rédhibitoire, même si cette boiterie devient continue après l'expiration des délais. (Tribunal de Sens, 3 mai 1892; cour de Paris, 24 janvier 1892) alors que la même tare, pouvant occasionner d'emblée une boiterie continue, ne le sera pas.

Enfin, si la fluxion périodique est rédhibitoire, d'autres maladies de l'œil, aussi graves, aussi cachées, ne le sont pas.

Au sujet de ce vice, la Société centrale de médecine vétérinaire a ouvert, en 1911, un large débat. Tous les savants de notre profession, tous les praticiens qualifiés ont donné leur avis. Et la discussion qui a eu lieu à cette époque, a si bien démontré l'anomalie de la loi de 1884, que le rapporteur proposait à la Société d'émettre le vœu suivant : « Il y a lieu de modifier la loi sur les vices rédhibitoires du 2 août 1884, en ce qui concerne la fluxion périodique ;

De rayer purement et simplement ce vice de la nomenclature ;

De remplacer ce mot par « ophtalmies postérieures » siégeant de l'iris au fond de l'œil, d'origine interne ;

De ramener à neuf jours le délai de garantie. »

La science vétérinaire qui évolue et progresse, ne peut indéfiniment rester en harmonie avec une loi immuable, reflet des données scientifiques qui lui sont contemporaines, et dont l'adoption répugne aujourd'hui à la vérité et au droit.

Nous ne connaissons pas encore la nature spécifique de la fluxion périodique. Mais nous savons que ses lésions se tra-

duisent par de l'iritis, avec ses conséquences de toute nature nuisibles au bon fonctionnement visuel.

Nous savons que les accès périodiques de la fluxion ne sont que des récidives de la maladie ; qu'une théorie séduisante les explique par l'évolution, en vase clos, de l'agent producteur du mal, dans les milieux liquides de l'œil plus ou moins imprégnés de sa propre toxine et, en conséquence, plus ou moins favorables à son activité.

Nous comprenons pourquoi ces accès sont si différents d'allures, pourquoi ils se reproduisent à intervalles variables, pourquoi ils peuvent même ne pas récidiver.

Et nous nous expliquons l'émotion soulevée dans le monde vétérinaire par le procès de Goutances en 1904, le tribunal se refusant à admettre un cas de fluxion périodique reconnu par huit experts, parce qu'un accès de la maladie n'avait pas été constaté !

L'art vétérinaire naissant avait dicté les lois de 1838 et de 1884. Il a grandi, s'est transformé, est devenu la science vétérinaire qui se refuse à comprendre pourquoi persiste une loi avec laquelle elle est trop souvent en opposition.

DÉCISIONS JUDICIAIRES ET JURISPRUDENCE NON CONFORMES A LA LOI

Tribunal civil de Nogent-le-Rotrou, 21 novembre 1903 :

« Une maladie chronique qui amène la mort d'un cheval le lendemain de la livraison, constitue un vice caché qui, aux termes de l'article 1641 du Code civil, est de nature à faire prononcer la résiliation de la vente. »

Ici le tribunal se désintéresse de la loi de 1884.

Il applique le droit commun, article 1647 : « Si la chose qui avait des vices a péri par suite de sa mauvaise qualité... » sans rechercher si ces vices sont rédhibitoires.

Cette décision du tribunal de Rotrou, équitable en droit, est en contradiction avec la loi du 2 août 1884 dont l'article 10 ne garantit l'acheteur que si le vice qui a déterminé la mort est rédhibitoire.

Cet article 10 qui ne reflète qu'imparfaitement l'article 1647 du Code civil, est, pour cette raison, parfois injuste.

On n'achète pas un cheval pour le perdre, sans aucun recours, quelques jours après la livraison. Ce qui est la règle cependant, puisque l'animal périt toujours pour le compte de l'acheteur quand la maladie qui a occasionné la mort est fortuite, relève d'un cas de force majeure ou n'est pas rédhibitoire.

Ces cas malheureux sont plus fréquents, en pratique, qu'on pourrait le croire. L'application du principe « res perit domino » ne les solutionne pas de manière absolument équitable. Car le propriétaire, en droit, n'est pas toujours l'acheteur. ✓

La Justice veut que, si l'animal vient à mourir d'une maladie chronique existant, bien que cachée, au moment de la vente, ce que l'autopsie révèle, la perte soit supportée par le vendeur ; qu'elle le soit par l'acheteur en tout autre cas.

C'est ce que les juges de Nogent-le-Rotrou ont décidé, en contradiction avec la loi de 1884, mais conformément aux principes généraux du droit.

*
* *

Les tribunaux admettent souvent le dol comme une cause de résiliation du contrat.

Ils ne sont pas ici en contradiction avec la loi de 1884. Mais la facilité même avec laquelle ils l'acceptent, montre leur désir de protéger l'acheteur, quand la loi sur les vices rédhibitoires est impuissante à le faire.

Nous savons (art. 1116 du Code civil) que la reconnaissance du dol exige deux conditions essentielles :

- 1^o Manœuvres de la part du vendeur ;
- 2^o Preuve de ces manœuvres par l'acheteur.

Parmi de très nombreux arrêts, nous en choisirons deux qui reçoivent le dol, sans qu'il présente explicitement ce double caractère, sans qu'il soit absolument défini, et qui le retiennent par conséquent afin de garantir l'acheteur, en marge de la loi de 1884.

Tribunal de commerce de la Seine, 11 mars 1903 :

« Quoique la résistance d'un cheval à se faire ferrer ne constitue pas un vice rédhibitoire, cette particularité de l'animal rend ce dernier impropre au service auquel il était destiné.

Le fait d'avoir dissimulé ce défaut à l'acheteur constitue une manœuvre dolosive susceptible d'entraîner la nullité de la vente. »

C'est un dol par réticence qui est retenu par les juges. Mais cette réticence n'est pas démontrée.

Si, lors de l'achat, le cheval était défermé, le vice était apparent.

S'il était ferré, c'est qu'il pouvait l'être.

S'il se défendait à la ferrure, l'élémentaire précaution de faire lever les pieds permettait à l'acheteur de s'en convaincre.

Le tribunal a très justement apprécié que la difficulté de ferrer un cheval le rendait impropre à l'usage. Il a équitablement prononcé la résiliation de la vente, mais à la faveur d'un dol non établi, où les manœuvres de la part du vendeur étaient nulles, où la preuve n'en pouvait donc être administrée.

C'est surtout l'article 1641 sur la garantie, que le tribunal a appliqué en l'espèce.

Tribunal civil de Sarlat, 28 novembre 1913 :

« Quoiqu'il résulte nettement des constatations faites au cours d'une expertise que la perte de la vue est occasionnée par la fluxion périodique, l'absence d'accès pendant le délai de trente jours imparti par la loi de 1884, empêche que cette loi puisse recevoir son application.

« Mais le fait, par le vendeur, d'avoir dissimulé intentionnellement le vice, constitue à lui seul un dol positif, viciant le contrat, alors que cette dissimulation est accompagnée d'agissements tendant à faire croire que l'animal en litige avait pu recevoir un coup de bâton »

Ici le tribunal interprète mal la loi de 1884, puisqu'il exige l'apparition d'un accès de fluxion pour prononcer la résiliation du contrat. Il fait appel au dol pour obtenir le résultat équivalent.

Mais où sont les manœuvres dolosives du vendeur? La seule possible, eût été de contusionner assez violemment l'œil pour dissimuler les lésions malades qu'il pouvait présenter.

Le vendeur ne l'a pas fait. Il a attribué à un coup de bâton les désordres oculaires. Rien ne prouve qu'il n'était pas alors de bonne foi.

Cependant le tribunal a admis le dol. Et c'est certainement pour garantir l'acheteur en dépit de la loi de 1884, défailante au dire des juges.

* * *

La loi du 2 août 1884 ne prévoit pas de vices rédhibitoires pour les animaux de l'espèce bovine.

Elle abroge les vieux règlements en usage dans le commerce de la boucherie, imposant une garantie exceptionnelle aux vendeurs.

L'espèce bovine est réputée légalement exempte de vices rédhibitoires. L'acheteur n'a pas recours contre son vendeur.

Mais si cet acheteur est un boucher, s'il achète de la viande debout, le droit commun lui est applicable.

C'est une subtilité heureuse, puisqu'elle protège la majeure partie des acheteurs de bovins, en dépit de la loi de 1884.

Une jurisprudence s'est établie en ce sens, sanctionnée par un arrêt de la Cour de cassation du 10 novembre 1885.

« L'action du boucher dont la viande est saisie, puise sa cause et son fondement, non pas dans la loi du 2 août 1884, ni dans le Code civil, mais dans la convention tacite intervenue entre les parties, la loi présumant que l'acquéreur ou le vendeur a voulu et entendu acheter ou vendre un bœuf propre à la boucherie ».

Si l'on remplace ces derniers mots « bœuf propre à la boucherie » par ceux-ci qui leur sont synonymes « bœuf ne présentant aucun vice caché qui le rende impropre à l'usage auquel on le destine » on répète simplement les termes de l'article 1641.

Ces vices cachés que la loi refuse de garantir, sont sanctionnés par la Cour de cassation.

Sans doute la loi du 2 août 1884 régit l'action en garantie « à défaut de conventions contraires ».

On voudra bien admettre cependant qu'elle ne prévoyait pas que ces conventions contraires, même tacites, c'est-à-dire non exprimées, se seraient traduites en une jurisprudence suivie, intéressant toute une catégorie d'animaux qu'elle prétendait ignorer.

Le bénéfice de la convention tacite est d'ailleurs étendu maintenant, par les tribunaux, aux acheteurs d'animaux de l'espèce bovine, autres que les bouchers.

L'arrêt suivant du tribunal civil de Coulommiers, en date du 22 mars 1924, le démontre, pour une vache, vendue à un laitier nourrisseur et morte de torsion du col de la matrice.

Le demandeur réclamait le remboursement du prix d'achat « parce que la bête ne possédait aucunement la qualité de vache laitière : qu'en effet, elle était atteinte d'un vice fonctionnel ne lui permettant pas de mettre son veau bas et, par conséquent, de donner du lait ».

Et le tribunal a fait droit à sa demande, dans un arrêt ainsi motivé :

« Attendu qu'il y a lieu d'appliquer en la circonstance les principes généraux relatifs à la garantie en matière de vente

« Attendu, il est vrai, qu'on pourrait soutenir, à l'encontre de cette application du Droit commun, que, ainsi qu'il est admis par la jurisprudence et la doctrine, l'action résolutoire dans les ventes d'animaux ne peut être intentée, hors des cas limitativement spécifiés par la loi du 2 août 1884, et que l'on se trouve précisément, dans l'espèce soumise au tribunal, en présence d'une vente relative à une des catégories d'animaux, l'espèce bovine, sur laquelle la loi a gardé le silence.

« Mais attendu qu'il ne ressort pas, dans cette opinion,

que toute action en garantie doive être refusée lorsqu'ils s'agit d'une catégorie d'animaux non prévue par le texte sus-visé, qu'au contraire, la jurisprudence et les auteurs sont d'accord pour admettre que le Droit commun doit reprendre son empire lorsque la garantie réclamée est le résultat d'une convention expresse ou tacite, si bien qu'il peut y avoir lieu, par application du Droit commun, à l'action résolutoire dans la vente d'un animal de l'espèce bovine.

« Attendu qu'en fait, on se trouve précisément dans un cas où il y a lieu de reconnaître incontestablement l'existence d'une convention tacite de garantie, qu'en effet l'acheteur, en raison de sa profession de laitier-nourrisseur, ne pouvait avoir en vue que l'acquisition d'une vache laitière; que le vendeur ne pouvait ignorer cette circonstance, qu'il s'était donc engagé à fournir un animal ayant cette qualité; que l'affection dont la vache était atteinte l'empêchait de mettre bas et, par suite, de donner du lait, constituait bien ce vice caché dont parle l'article 1641 du Code civil; que la réunion de ces diverses conditions donne donc ouverture à l'action résolutoire prévue par le Code civil ».

Nous avons voulu faire connaître cet arrêt du tribunal de Coulommiers.

Les magistrats étendent aujourd'hui le bénéfice de la convention tacite au laitier-nourrisseur. En favoriseront-ils demain d'autres professions?

Est-ce qu'une convention tacite sera supposée exister entre contractants, du fait que le vendeur connaîtra le métier de l'acheteur et, par là même, les conditions indispensables que l'animal acheté devra remplir?

En outre, la torsion de l'utérus est considérée, par les juges de Coulommiers comme un vice caché, rendant l'animal qui en est atteint, impropre à l'usage auquel on le destine; en l'espèce, à la production du lait.

Mais cette cause de dystocie, incontestablement grave,

n'est qu'un accident susceptible de guérison. Or, dans le cas dont il s'agit, le diagnostic n'a été porté que *post mortem* par l'expert chargé de reconnaître la cause de la mort. Il s'en suit que l'acheteur a commis une double faute :

1^o En ne faisant pas donner à la bête les soins que réclamait son état ou en les donnant lui-même;

2^o En ne tentant pas le sauvetage de la viande, par la boucherie.

Enfin la lésion accidentelle, constituant le vice caché rédhibitoire reconnu par les juges, n'existait peut-être pas avant la vente. Le rapport de l'expert est muet sur ce point.

Si bien que le jugement rendu est en contradiction, non seulement avec la loi de 1884 qui ne reconnaît pas de vice rédhibitoires chez les animaux de l'espèce bovine, mais encore avec le Droit commun qui exige la preuve que le vice rédhibitoire soit antérieur à la vente.

Et tout cela n'est que la conséquence d'une loi incomplète, qui veut ignorer toute une catégorie d'animaux domestiques, la plus importante qui soit cependant.

*
* *

Le vendeur qui connaît l'existence d'un vice, rédhibitoire ou non, et qui ne le déclare pas, en demeure responsable, même s'il a stipulé une clause de non garantie.

Sous l'empire de la loi de 1838, le tribunal de Commerce de la Seine avait, à la date du 9 octobre 1868, rendu un jugement décidant que la stipulation de non garantie affranchit le vendeur de la responsabilité des vices rédhibitoires, même quand ils lui étaient connus.

Il interprétait logiquement la loi qui ne se référait qu'à l'article 1641 du Code civil.

Depuis la loi de 1884 qui se réfère aux articles 1641 et suivants, en particulier à l'article 1643, « il (le vendeur) est

tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que, dans ce cas, il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie », une jurisprudence nouvelle s'est établie. Elle s'appuie sur la conséquence immédiate de cet article 1643. Pour s'affranchir de la garantie, le vendeur est tenu d'indiquer le ou les vices rédhibitoires qu'il connaît.

Cependant, en l'espèce, six vices cachés seulement ont été retenus par la loi. Ils sont nommés et soulignés si vigoureusement, par leur petit nombre, que nul ne les ignore. Le vendeur peut donc, de bonne foi, se croire garanti pour l'un d'eux s'il les signale tous, c'est-à-dire s'il stipule une cause de non garantie des vices rédhibitoires.

Il peut considérer que l'acheteur est alors suffisamment averti.

Et de fait il l'est.

Car l'animal vendu sans garantie des vices rédhibitoires, s'il en possède un, ne peut être qu'immobile ou emphysémateux, ou corneur, ou tiqueur, ou aveugle, ou boiteux ! Ce ne sera pas difficile alors, pour l'acheteur averti, de reconnaître le défaut caché et, dans le doute, de payer en connaissance de cause, c'est-à-dire moins cher.

Le Droit commun exige davantage. Il veut la bonne foi absolue à la base de tout contrat. Si le vendeur connaît le vice, il doit le déclarer.

Et c'est ce principe de Droit commun que les tribunaux ont recherché au travers de la loi de 1884 trop complaisante pour le vendeur.

Quantité d'arrêts ont affirmé cette jurisprudence : Tribunal de Commerce de la Seine, 30 juillet 1901-15 juin 1903. Cour de cassation, 28 août 1904. Tribunal de Commerce de la Seine, 30 juillet 1906-24 mars 1910.

Les « attendu » d'un de ces derniers jugements interprètent l'article 1643 dans l'esprit le plus large :

« Le cornage chronique ne se développant pas d'une

façon brusque et instantanée et se manifestant par des moyens extérieurs « sifflement, respiration bruyante » le vendeur ne peut être considéré comme l'ayant ignoré ».

Simple présomption ! car les modalités du cornage chronique sont si variées, si différentes d'intensité, qu'il n'est pas impossible que le propriétaire d'un cheval atteint de ce vice, ne s'en aperçoive jamais et le vende de bonne foi sans soupçonner son existence.

..

Le vice, rédhibitoire ou non, apparent lors de la vente, n'est pas rédhibitoire.

Ce simple énoncé suffit à démontrer l'incohérence où nous a conduit la loi de 1884. Un vice rédhibitoire peut ne pas être rédhibitoire ! Un vice rédhibitoire, réputé caché légalement, peut être apparent !

Cette jurisprudence s'est établie à la suite d'un arrêt de la Cour de Cassation, du 11 novembre 1890, qui décide que la loi du 2 août 1884 ne déroge pas, mais se réfère au contraire des principes de l'article 1642 du Code civil, aux termes duquel le vendeur n'est pas tenu de la garantie des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même, arrêt qui ne reconnaît pas comme vice rédhibitoire le tic avec titure des dents.

Or ce vice qui n'était pas garanti par la loi de 1838 est inscrit dans la nomenclature de 1884.

Cette jurisprudence est définitivement consacrée par un nouvel arrêt de la Cour de Cassation, du 20 juin 1921, rejetant le pourvoi formé contre un autre jugement du tribunal civil de Roanne, du 16 mai 1919.

Cet arrêt dispose que « le principe posé par l'article 1642 du Code civil ayant une portée générale, s'applique aux vices rédhibitoires dans les ventes d'animaux domestiques, la loi

du 2 août 1884 se référant expressément par son article 2 aux articles 1641 et suivants du Code civil.

Et les juges de fond justifient le rejet d'une demande de résolution de vente d'un animal tiqueur parce que, lors de la vente, et de la prise de possession, l'animal était porteur d'un collier anti-tiqueur, révélateur du vice.

Les termes de cet arrêt sont à méditer.

Ils prononcent la condamnation absolue de la loi du 2 août 1884, par la Cour de Cassation.

Cette dernière ne reconnaît pas, en effet, à la loi le droit de restreindre un principe ayant une portée générale. Or la loi de 1884 ne fait que cela, non seulement pour l'article 1641, mais encore pour tous les articles du Code civil qui traitent de la garantie.

La loi de 1884, comme le déclare la Cour, se réfère expressément aux articles 1641 et suivants.

Ces articles posent un principe général : la loi l'applique, le précise et le délimite ; en conséquence, elle le restreint.

Ils définissent les vices cachés : la loi les nomme. Elle n'en reconnaît que six, qui sont présumés légalement cachés lors de la vente, légalement antérieurs à cette vente, tous les autres restant légalement apparents.

Mais si la loi du 2 août 1884 prend soin de spécifier chacun des six vices rédhibitoires, qu'elle considère comme obligatoirement cachés lors de la vente, ce n'est pas pour qu'on vienne, dans certaines circonstances, les déclarer apparents !

Si elle prend soin de formuler que, parmi tous les vices cachés, six seront seuls rédhibitoires, ce n'est pas pour qu'on vienne les considérer comme susceptibles de ne pas l'être par fois !

C'est cependant ce que la Cour de Cassation a décidé.

Elle a ainsi mis en évidence le défaut initial de la loi de 1884 qui a voulu limiter, pour ses besoins, des principes généraux illimités.

Ces principes, les tribunaux sont dans l'obligation de les rechercher. Ils ne peuvent les appliquer qu'en altérant l'esprit de la loi.

Le législateur de 1884 n'ignorait pas que le tic avec usure des dents présentait un symptôme apparent. Il n'ignorait pas davantage que l'usure des incisives, plus ou moins facilement reconnaissable par l'acheteur commun, n'était pas le caractère propre du vice, qu'il y en avait d'autres, plus importants, mais impossibles à constater lors de la vente.

Il avait donc des raisons valables pour le recevoir au nombre des vices rédhibitoires, au même titre que le tic sans usure des dents dont il n'est que le corollaire.

Mais à condition de ne pas réputer légalement cachés les vices rédhibitoires.

Autrement il ne pouvait qu'aboutir à un non sens.

Et ce non sens, les tribunaux l'ont sanctionné.

La Cour de cassation a refusé de reconnaître « caché » ce qui était « apparent ».

Elle n'a pas suivi le législateur dans l'illégalité.

Elle a renversé, par son arrêt, la loi de 1884, puisque les tribunaux pourront toujours, à leur volonté, conclure à la visibilité du vice rédhibitoire et conséquemment au rejet de la demande.

* * *

La Cour d'appel de Montpellier a rendu, le 16 novembre 1923, un arrêt condamnant le vendeur d'un cheval atteint de fluxion périodique et mort, pendant la procédure, de maladie fortuite.

Or, la loi de 1884 exige (art. 10), outre l'action intentée dans les délais, que la mort provienne du vice rédhibitoire.

Contradiction évidente, en conséquence, entre la loi et l'opinion de la Cour, que les parties ne doivent pas souffrir des lenteurs de la justice et doivent être placées dans la situation qu'elles auraient eue, si le jugement avait été prononcé immédiatement, le jour même où l'action rédhibitoire a été intentée.

Cette doctrine est soutenue par de nombreux auteurs.

Gallier la défend et l'accorde avec la loi de 1884, en prétendant qu'un défaut de rédaction a altéré le sens de l'article 10 de cette loi.

Critiquer la forme quand le fond semble défaillant est peut-être ingénieux, mais ne peut aboutir, ici, qu'à une impasse :

Où la loi de 1884 est mal rédigée, et c'est une imperfection de plus à lui reconnaître ;

Où son texte doit être respecté, et il ne satisfait pas ses meilleurs partisans.

« Attendu, dit la Cour de Montpellier, que l'article 10 ne peut être entendu qu'en ce sens que la mort de l'animal ne suffit pas pour autoriser l'acheteur à intenter l'action rédhibitoire, qu'il faut encore qu'il prouve, qu'au moment de la vente, l'animal qui a péri était atteint des vices rédhibitoires prévus par l'article 2. »

Cette théorie est absolument contraire à la loi puisqu'elle rend le vendeur responsable de la mort de tout animal atteint de vice rédhibitoire. Alors que l'article 10 est catégorique et exige que la mort provienne du vice rédhibitoire. Qu'il ne peut y avoir de doute à ce sujet, puisque l'article 1647 du Code civil, d'où découle l'article 10, est formel : la mort ne provenant pas d'un vice rédhibitoire éteint la garantie.

L'article 10 est peut-être critiquable. S'il l'est, c'est simplement parce que la loi de 1884 a réduit à l'extrême le nombre des vices rédhibitoires.

Toutes ces dérogaions à la loi du 2 août 1884 démontrent son imperfection.

Le législateur de 1884 a voulu améliorer la loi de 1838.

Il n'y est pas parvenu.

La loi du 20 mai 1838 était une loi d'exception. Elle n'interprétait que l'article 1641 du Code civil. Brutalement, elle refusait toute garantie aux vices qu'elle n'avait pas nommés, comme aux animaux qu'elle n'avait pas désignés. Elle était injuste, sans doute ; du moins, elle était claire et d'application facile.

La loi de 1884 a voulu mieux faire et se rapprocher davantage du Droit commun. Elle s'est référée, non plus au seul article 1641, mais aux articles 1641 et suivants.

« Le projet du Conseil d'état, disait le sénateur Labiche, ne renvoyait qu'à l'article 1641.

« Il semblait ainsi soustraire les ventes et échanges d'animaux domestiques aux autres principes généraux édictés par le code sur la garantie : par l'article 1642, sur les vices apparents ; par l'article 1643, sur la stipulation de non garantie ; par l'article 1645, sur les dommages et intérêts ; par l'article 1649, sur les ventes en justice ».

Mais, vouloir appliquer les principes de Droit commun sur la garantie et les limiter en même temps, c'était donner d'une main et retirer de l'autre.

A la légalité, c'était joindre l'illégalité.

Nous avons vu que l'article 1642, applicable par la volonté du législateur de 1884, jetait dans la loi une étrange obscurité qui n'était pas sans la modifier et la dénaturer ; que la Cour de cassation s'était refusée à reconnaître le vice rédhibitoire légalement caché.

Nous avons vu également que l'application stricte de la loi nous conduisait infailliblement à refuser à l'acheteur

d'un animal destiné à la boucherie l'action rédhibitoire, soit que l'animal soit mort avant d'être abattu, soit que sa viande ait été saisie après l'abatage. Et que la Cour de cassation a dû intervenir à nouveau et recourir à l'expédient de la convention tacite.

C'en est assez pour apprécier la loi du 2 août 1884.

LE DROIT COMMUN

*Son application générale aux tractations
dont les animaux sont l'objet sans exception.*

Si la loi de 1884 ne satisfait plus aux besoins actuels, il faut la modifier ou la supprimer.

Modifier la loi, c'est l'améliorer.

Mais c'est admettre les principes directeurs de ceux qui l'ont élaborée et se contenter d'une justice limitée dans son application.

Nous avons reproché à la loi du 2 août 1884 de distribuer trop parcimonieusement la garantie à l'acheteur, d'avoir réduit à l'extrême le nombre des vices rédhibitoires.

Nous l'améliorerons donc certainement en élargissant le plus possible le nombre des vices garantis, en allongeant de notre mieux leur nomenclature.

Mais pourquoi s'arrêter en bon chemin?

Pourquoi, dans la recherche de la justice, ne pas essayer de la trouver toute?

Il nous paraît, qu'à toute amélioration, la suppression est préférable.

* * *

Faut-il la remplacer?

Ysart, adversaire de la loi de 1838, disait : « Pourquoi ne pas hausser l'argument à l'absurde et conclure, que pour supprimer radicalement les procès, il faut supprimer les vices? Au moins, on fera œuvre utile et on aura l'égalité. »

Urbain Leblanc, en 1857, soutenait pareille opinion devant la société centrale de médecine vétérinaire. « Une loi qui déclarerait qu'il n'y a pas de garantie dans le commerce des animaux, serait cent fois préférable à celle de 1838. »

Magne et Sanson partageaient son avis.

De nos jours, de savants vétérinaires, le Dr Nicolas entre autres, pensent encore de même.

La suppression de toute garantie, dans le commerce des animaux, aurait l'avantage d'obliger l'acheteur à se mieux défendre, en améliorant ses connaissances, ou en faisant appel aux conseils de l'homme de l'art.

Nous ne méconnaissons pas la valeur de l'argument.

Mais nous doutons de son efficacité.

Obliger l'acheteur à s'instruire est illusoire.

Le forcer à recourir aux offices du vétérinaire n'est pas possible.

D'ailleurs la loi de 1884 a supprimé toute garantie dans le commerce des animaux de l'espèce bovine. Elle n'a pas empêché l'acheteur malheureux de s'adresser aux tribunaux. Nous savons que ceux-ci lui ont reconnu le bénéfice de la convention tacite.

Si l'on supprimait la garantie dans le commerce des animaux, nous demeurons convaincu que les tribunaux sauraient encore protéger les intérêts des contractants.

Une loi d'exception, faisant du cheval, en particulier, la seule marchandise qui ne soit pas garantie, rendrait l'acheteur hésitant et plus rare. Ses adversaires ne manqueraient pas de s'en servir, aux dépens de l'agriculture et de toutes les industries hippiques.

* * *

Il faut donc remplacer la loi de 1884.

En 1918, le professeur Péuch écrivait :

« J'estime que les fluctuations de la jurisprudence, dans

l'exercice de l'action rédhibitoire, sont telles, qu'il serait à désirer que le commerce des animaux soit régi par le droit commun (art. 1134 du Code civil), c'est-à-dire par la garantie conventionnelle purement et simplement. »

Nous voici donc, sous la haute autorité du professeur Peuch, entré dans le Droit commun.

Que dit l'article 1134?

Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour les causes que la loi autorise. Elles doivent être exécutées de bonne foi.

Et l'article 1135 d'ajouter :

Les conventions obligent, non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature.

Ce dernier article, correctif du précédent, oblige les contractants à se conformer aux règles du droit.

En cas de contestations, qui ne manqueraient de se produire nombreuses, avec des conventions particulières, plus ou moins bien rédigées, où la bonne foi pourrait être absente c'est encore aux articles 1641 et suivants qu'on aurait recours.

* * *

Ces articles 1641 et suivants du Code civil, constituent un texte juridique parfait, tant le principe qui s'en dégage est conforme à l'équité, au droit et à la raison.

Nous les citerons en entier, puisque c'est à eux seuls que nous ferons appel désormais.

ART. 1641. — Le vendeur est tenu de la garantie, à raison des défauts cachés de la chose vendue, qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise

ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

ART. 1642. — Le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même.

ART. 1643. — Il est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que, dans ce cas, il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie.

ART. 1644. — Dans le cas des articles 1641 et 1643, l'acheteur a le choix de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix, telle qu'elle sera arbitrée par experts.

ART. 1645. — Si le vendeur connaissait les vices de la chose, il est tenu, outre la restitution du prix qu'il a reçu de tous les dommages et intérêts envers l'acheteur.

ART. 1646. — Si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne sera tenu qu'à la restitution du prix et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente.

ART. 1647. — Si la chose qui avait des vices a péri, par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur, qui sera tenu envers l'acheteur à la restitution du prix et autres dédommagements expliqués dans les articles précédents.

Mais la perte par cas fortuit sera pour le compte de l'acheteur.

ART. 1648. — L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un bref délai, suivant la nature du vice rédhibitoire et l'usage du lieu où la vente a été faite.

ART. 1649. — Elle n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice.

*
* *

Nous savons pourquoi les législateurs de 1838 et 1884 avaient voulu restreindre l'application de ces articles.

Ils craignaient qu'ils ne fissent éclore trop de litiges, et que l'expert, chargé de rechercher l'antériorité du vice, ne jugeât la question au fond.

Si leurs craintes pouvaient paraître justifiées à l'époque, elles ne le sont plus actuellement.

*
* *

Le vendeur est tenu de la garantie, à raison des défauts cachés...

Faut-il, pour que tout le monde soit d'accord, ce qui est absolument indispensable en l'espèce, nommer et énumérer les vices cachés?

Ou faut-il essayer de les définir, de façon assez précise et étendue, pour qu'il n'y ait pas de confusion possible?

Le premier moyen aboutira toujours à l'omission de quelque vice.

Si difficile qu'il soit, nous lui préférons le second.

*
* *

Pour définir le défaut caché de l'article 1641, nous devons nous placer au niveau de l'acheteur moyen qui, possédant quelques connaissances générales, n'en a pas de spéciales.

Que faut-il entendre par défauts, en matière de vente d'animaux domestiques?

Tout ce qui peut nuire à leur utilisation.

Comment sont-ils reconnaissables?

En altérant la forme, les mouvements ou les fonctions.

Quand?

Au moment de la vente.

Caché, ce défaut sera donc une altération morphologique, locomotrice ou fonctionnelle, antérieure à la vente, et que l'acheteur ordinaire ne pourra reconnaître dans les circonstances habituelles de cette vente.

Cette altération sera obligatoirement définitive, fixée, chronique, sans tendance vers la résolution ou la guérison, puisqu'alors elle disparaîtrait.

Le défaut caché ne pourra donc jamais être une maladie aiguë.

Mais il pourra consister, pour le cheval, en une déformation locale, phlébite ancienne, jabot cervical, hernie inguinale chronique, cryptorchidie, champignon, sarcocèle, hydrocèle, tumeurs de la mamelle, etc...; en troubles de la locomotion, boiteries anormales, harper intermittent, incoordination...; en troubles de la vue, de l'ouïe, en altérations du flanc, des mouvements et bruits respiratoires.

Toutes tares, en résumé, que l'acheteur commun est dans l'impossibilité de discerner lors de l'examen rapide et superficiel qui précède la vente, à moins que leur gravité, leur intensité, ne les rende évidentes, c'est-à-dire apparentes.

Il est sans doute impossible de définir le moment et les conditions où le vice caché peut devenir apparent. C'est une question de compétence. Le connaisseur décèle facilement le défaut, que le vulgaire ne soupçonne même pas.

Cette difficulté dans l'appréciation de la qualité « cachée » ou « apparente » du vice, existe d'ailleurs avec la loi du 2 août 1884.

La cour de Cassation en a souligné l'importance par ses arrêts du 11 novembre 1890 et du 20 juin 1921.

L'expert seul peut la résoudre.

Le droit commun n'applique pas aux mots « apparents » et « cachés » le sens absolu qu'on a coutume de leur donner. Le relatif existe ici comme ailleurs.

Nous avons vu que les législateurs de 1838 et 1884 tournaient la difficulté en considérant comme cachée, lors de la vente, les vices rédhibitoires.

Si ce n'était juste, c'était au moins facile.

Le Droit commun garantit le vice, s'il est réellement

caché pour l'acheteur au moment de la vente, s'il est méconnu par lui et s'il est normal qu'il le soit.

Ce caractère du vice d'être obligatoirement caché, et antérieur à la vente ne suffit pas d'ailleurs à le rendre rédhibitoire sous le Droit commun.

Il faut en plus qu'il soit suffisamment grave pour porter préjudice à l'acheteur, en nuisant à l'utilisation de l'animal et en diminuant sa valeur.

Alors que, sous la loi de 1884, tout vice rédhibitoire entraîne l'annulation de la vente, indépendamment de sa gravité, le Droit commun exige que ce même vice diminue tellement l'usage, que l'acheteur n'aurait pas contracté ou n'aurait donné qu'un moindre prix s'il l'avait connu.

La définition du vice caché que nous venons de donner peut sembler confuse et imparfaite. On pourra même penser qu'elle n'existe pas, puisqu'au lieu de désigner les vices par leurs noms, nous les déterminons par leurs caractères généraux.

Nous acceptons volontiers toute autre définition plus satisfaisante. L'important est d'en avoir une.

Nous croyons impossible d'énumérer les vices cachés parce que le droit commun les garantit tous, sans exception.

Nous pensons aussi que les qualités requises pour que le vice caché soit rédhibitoire, sont suffisantes.

Un point se détermine dans l'espace par ses trois dimensions.

Le vice rédhibitoire sera caractérisé par cette triple condition : d'être caché lors de la vente, chronique, et de porter préjudice.

*
* *

Les procès seront-ils plus nombreux?

La tare rédhibitoire étant bien délimitée par ses carac-

tères, ne permettra à l'acheteur d'intenter son action que dans des circonstances définies.

La garantie plus étendue, susceptible de favoriser les litiges, se heurtera, en fait, à cette condition essentielle que les vices doivent nuire à l'utilisation et déprécier la valeur.

Il n'empêche que les contestations seront plus nombreuses.

Ce qui ne signifie pas que les procès seront plus fréquents.

Il appartiendra, en effet, au vétérinaire de jouer le rôle de conciliateur entre les contractants. Rôle prévu indirectement par l'article 1644, qui donne à l'acheteur le droit de garder la chose qui a des vices rédhibitoires, moyennant une diminution de prix telle qu'elle sera arbitrée par experts.

Cet arbitrage sera d'abord tenté par le vétérinaire, le plus souvent avec succès.

A l'appui de cette opinion, nous sommes heureux de reproduire cette appréciation du Sénateur Chauveau, parlant des vétérinaires de nos campagnes : « J'ai dit souvent et écrit plus souvent encore que leur connaissance profonde de l'animal, de son développement, de sa vie fonctionnelle, la confiance légitime qu'ils inspirent à nos paysans, leur vie quotidienne dans la ferme et dans l'étable, en faisaient les « conseillers » infiniment précieux de l'éleveur. Leur action, dans notre pays, où ils sont intimement mêlés au développement de nos races, est la meilleure leçon des faits. »

Cette action du vétérinaire, si heureusement traduite par un de nos plus savants parlementaires, se fera conciliatrice quand il le faudra.

Elle aura pour résultat de distribuer plus de justice bénévole et de diminuer, en conséquence, le nombre des litiges.

*
* *

Il arrivera cependant que la contestation sera portée devant les tribunaux.

Le rôle de l'expert commencera.

Il devra s'exercer très rapidement.

L'article 1648 dit que l'action rédhibitoire doit être intentée dans un bref délai, suivant la nature du vice et l'usage du lieu où la vente s'est effectuée.

Les coutumes locales étant abolies, et les vices cachés pouvant être reconnus dans un même temps, il paraît indispensable de chiffrer le bref délai de l'article 1648.

Le délai de neuf jours, actuellement adopté, paraît satisfaisant.

Il pourra être conservé.

* *

La procédure plus que centenaire du Code civil, ne s'adapte d'ailleurs plus, en la matière, aux besoins économiques.

Nous croyons qu'il serait opportun de conserver celle de la loi de 1884, modifiée par la loi du 24 février 1914, qui est suffisamment simple et rapide pour l'action rédhibitoire comme pour l'action estimatoire, d'autant mieux que les difficultés qui pouvaient naître de l'interprétation de son texte, ont été presque toutes résolues par la jurisprudence.

* *

L'expert, sous le régime du Droit commun, devient-il cet auxiliaire de la justice, si redouté du législateur d'autrefois?

Juge-t-il au fond, parce qu'il doit se prononcer sur les caractères rédhibitoires du vice?

Ce n'est qu'une apparence.

L'expert ne juge pas.

Il répond aux questions qui lui sont posées. Il donne son avis dûment motivé : rien de plus.

Les tribunaux apprécient.

La recherche de l'antériorité du vice caché ne nous paraît d'ailleurs pas plus difficile que toute autre question.

Et actuellement même, les tribunaux l'imposent aux experts.

Nous sommes commis, au moment où nous écrivons ces lignes, par le tribunal de commerce de Pontoise, pour dire si quatorze vaches, achetées le 1^{er} février 1925, c'est-à-dire une année avant, étaient atteintes de tuberculose lors de la vente.

Le rôle de l'expert, sous l'empire du Droit commun, s'arrêtera aux mêmes limites qu'aujourd'hui.

*
* *

On a cependant prétendu que le Droit commun était inapplicable aux tractations dont les animaux domestiques sont l'objet, en raison des difficultés du rôle de l'expert.

Ce qui revenait à dire que le Vétérinaire n'était pas désigné pour le bien remplir.

Cette opinion a été soutenue par les plus illustres, Renault, Henri Bouley...

Elle a prévalu dans l'esprit des législateurs.

Si Monsieur Josse nous interdit toute réplique nous pouvons, du moins, citer ces lignes du professeur Peuch, qui en sont la réfutation :

« Le vétérinaire, en raison de l'enseignement donné dans les écoles vétérinaires, a toute compétence, tant au point de vue médical et zootechnique, que sous le rapport juridique... »

L'expert, quelle que soit sa profession, est et doit rester qualifié pour répondre aux questions qui lui sont posées.

* * *

Vendre ou acheter des animaux n'est qu'un contrat comme les autres, où la prestation donnée doit représenter l'équivalent de la marchandise reçue, où la mauvaise foi, génératrice du dol, est dirimante.

Les difficultés, issues de ce contrat, doivent, comme toutes autres similaires, être avantageusement solutionnées sous le régime et selon les règles du Droit commun.

CONCLUSIONS

Il nous paraît désirable que le commerce des animaux domestiques, en général, qui constitue une des principales richesses du pays, soit régi par une loi unique.

La loi du 2 août 1884 ne satisfait pas ce désir rationnel ; son évidente injustice nuit au commerce qu'elle veut protéger.

Le Droit commun, qui affirme un principe absolu de justice universelle, nous offre la loi que nous recherchons.

Nous proposons, en conséquence :

1^o D'abroger la loi du 2 août 1884 ;

2^o De la remplacer par le Droit commun, érigé en loi spéciale, sous le texte suivant :

ARTICLE PREMIER

L'action en garantie, dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques, est régie, à défaut de conventions contraires, par le Droit commun des articles 1641 et suivants du Code civil.

ARTICLE II

Le délai de garantie est de neuf jours.

ARTICLE III

La procédure prévue par la loi du 2 août 1884, modifiée par la loi du 24 février 1914, est toujours applicable, sauf en ce qu'elle a de contraire aux dispositions de la présente loi.

Vu : le Président de la thèse

BALTHAZARD

Vu : le Doyen

H. ROGER

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris

LAPIE



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-Propos.	13
Historique de la loi	14
La loi du 2 août 1884.	20
Vices rédhibitoires. Motifs de leur suppression.	29
Décisions judiciaires non conformes à la loi	35
Le droit commun.	49



